

Automatisation et emploi : des conséquences à anticiper : la transformation du marché du travail appelle des changements pour la formation, la fiscalité ou la politique sociale

Autor(en): **Delley, Jean-Daniel**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(2018)**

Heft 2192

PDF erstellt am: **13.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-1023203>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern. Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Automatisation et emploi: des conséquences à anticiper

La transformation du marché du travail appelle des changements pour la formation, la fiscalité ou la politique sociale

Jean-Daniel Delley - 27 janvier 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32688>

Il y a déjà plus de 20 ans, l'économiste américain [Jeremy Rifkin](#) prédisait «*la fin du travail*». Avec l'automatisation croissante de la production et le développement des robots, cette prédiction semble très proche de sa réalisation. Bien avant lui (1930), John Maynard Keynes assurait qu'en 2030 la semaine de 15 heures suffirait à produire les biens nécessaires à l'humanité.

Les analyses se succèdent, alternant l'annonce du pire et les conclusions rassurantes.

[Frey et Osborne](#) (2013) de l'Université d'Oxford estiment qu'environ la moitié des emplois vont disparaître aux Etats-Unis, contre 30 à 40% en Grande-Bretagne. Des chercheurs de la HES de Lucerne arrivent au même [résultat](#) en appliquant le modèle britannique à la Suisse. Plus optimiste, une [étude de l'OCDE](#) limite à environ 9% la perte d'emplois dans les pays membres.

Cet optimisme se fonde sur les expériences passées. Toutes les révolutions industrielles précédentes ont certes détruit des emplois, mais néanmoins elles ont vu le volume du travail augmenter.

Les pessimistes rétorquent que cette fois la rapidité et la nature de la révolution 4.0 ne

permettent pas d'espérer un tel rattrapage. Et de suggérer comme [Martin Ford](#) l'instauration d'un revenu de base universel pour répondre au chômage de masse qui ne manquera pas d'advenir.

En définitive, ces multiples prévisions divergentes ne nous fournissent aucune certitude quant à l'ampleur de la destruction d'emplois, de la création de nouveaux emplois ni quant à la transformation des métiers - par exemple salariés ou indépendants sur le modèle d'Uber.

[Caspar Hirschy](#), historien des sciences à l'Université de Saint-Gall, note qu'à chaque révolution industrielle, les sociétés ont peiné à résoudre le problème de la redistribution des richesses plutôt que celui de l'emploi. Il craint que l'automatisation ne serve de prétexte commode aux élites politiques et économiques pour se soustraire à leurs responsabilités: l'automatisation relèverait d'une fatalité qui empêcherait une politique active de l'emploi.

Malgré cette incertitude, nous pouvons pourtant travailler sur les variables disponibles pour faire face à cette transformation profonde de nos rapports au travail. La Suisse s'y prépare et ne cache pas son

optimisme: «*Il y a tout lieu de penser que la numérisation, comme jusqu'ici le progrès technologique, se traduira par de nouvelles formes d'emploi et par une progression globale de l'emploi*», affirme le Conseil fédéral dans [un rapport](#) de novembre dernier.

La formation vraiment continue

Il s'agit tout d'abord de mettre l'accent sur la formation. Grâce à la nouvelle [loi sur la formation continue](#), la Confédération peut maintenant soutenir financièrement la formation de base des personnes peu qualifiées ainsi que la formation continue. Cette dernière, on le sait, attire surtout les salariés les plus qualifiés. Cette offre doit être élargie, généralisée même. Ainsi un compte formation pourrait être ouvert pour chaque résident, utilisable tout au long de la vie. Il répondrait à l'exigence d'égalité de traitement, celles et ceux n'ayant pas eu la chance de suivre une formation de base régulière pouvant alors bénéficier de cette chance plus tard.

Par ailleurs, un effort significatif paraît indispensable pour former ici à des emplois pour lesquels nous faisons actuellement appel à de la

main-d'œuvre étrangère. On pense en particulier au personnel soignant, aux ingénieurs, aux informaticiens. [Les cantons](#) qui rognent leur budget de formation et limitent le nombre de classes de degré secondaire supérieur n'en prennent pas le chemin.

Les transformations probables du statut de l'emploi et le développement du travail indépendant impliquent l'adaptation des droits et des garanties sociales. Le Conseil fédéral n'en perçoit pas encore le besoin. Pourtant

l'automatisation va remettre en question en particulier le financement des prestations sociales par le prélèvement sur les salaires.

La plus-value créée par la robotisation va-t-elle profiter aux seules entreprises? La baisse prévue de l'imposition des bénéfiques et le moins-disant fiscal auquel conduit la concurrence intercantonale ne présagent pas d'une redistribution équitable de la richesse produite. Cette redistribution pourrait passer par une baisse substantielle du temps de travail sans perte

salariale, une manière d'ouvrir plus largement l'accès au marché du travail.

La Suisse est comparativement mieux préparée à la révolution 4.0 de par le niveau de formation de sa main-d'œuvre et la structure de son économie largement tertiaisée. Mais le Conseil fédéral aurait tort de se reposer sur ces avantages. Le vent de la numérisation imposera des réaménagements sérieux aux politiques de la formation et du marché du travail, tout comme aux politiques sociale et fiscale.

Utilisation des terrains à bâtir: un bilan contrasté

Premières analyses des effets de la révision de la législation sur l'aménagement du territoire

Michel Rey - 26 janvier 2018 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/32675>

Depuis 2012, la [surface totale](#) des principaux types de zones à bâtir n'augmente plus. C'est la [statistique](#) suisse des zones à bâtir publiée par l'Office fédéral du développement territorial qui l'indique. Elle repose sur les données relevées tous les cinq ans par les cantons.

La consommation du sol est freinée

La dernière édition du bulletin de l'Office, [Forum du développement territorial](#), y consacre plusieurs articles et en tire un bilan réjouissant. Car depuis 2012, le nombre

d'habitants de la Suisse est passé de 7,4 à 8 millions (+7,9%). Beaucoup plus de personnes vivent sur une surface restée pratiquement constante. La surface moyenne des zones à bâtir a ainsi reculé de 309 à 291 mètres carrés par habitant.

Plus de la moitié de ces zones demeurent non construites et pourront accueillir entre 1,0 et 1,7 million d'habitants supplémentaires. C'est dans les zones d'activités économiques que l'on trouve la plus forte proportion de surfaces à bâtir, soit jusqu'à 41%.

L'Office voit dans cette

évolution un effet positif de la mise en œuvre des nouvelles dispositions de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT) révisée, entrées en vigueur le 1er mai 2014. A fin 2017, 9 cantons disposaient d'un nouveau plan directeur approuvé par le Conseil fédéral. Les efforts doivent se poursuivre selon Maria Lezzi, directrice de l'Office, qui rappelle dans le bulletin que *«concrètement il appartient aux cantons et aux communes de piloter la densité des constructions et le développement de l'urbanisation à l'intérieur des zones à bâtir»*.